CAUSES ET CONSEQUENCES DE LA MALNUTRITION AU BURUNDI : CONCERT DE 20 MENAGES RURAUX

Hilaire NKURUNZIZA
Ecole Doctorale de l'Université du Burundi
barampayije@gmail.com

Résumé

Malgré les efforts du ministère de la Santé et ses partenaires multilatérales, la malnutrition reste une menace au Burundi. Cette recherche s'est focalisée sur l'étude des causes et des conséquences de la malnutrition auprès de 20 ménages de la colline Rugenge, commune Mpanda dans la province Bubanza. Les résultats obtenus par observation participative et par questionnaire et puis interprétés à la lumière du modèle de soins étendue d'Engle traduit par Martin-Préval montrent que, les causes principales sont : conflits familiaux, manque de sanitaires, manque des soins médicaux et manque d'éducation, pauvreté, croyance et inégalité sociale. Les conséquences identifiées sont les infections, faible immunité, toxicité accrue, diabète, anémie, vieillissement précoce, hospitalisation chronique, amaigrissement voire la moralité. L'éradication de la malnutrition au Burundi devrait toucher la formation des chefs de ménages, l'encadrement des jeunes et la sensibilisation et l'appui à la production vivrière.

M**ots-clés** *: Malnutrition, santé, sécurité alimentaire, production agro-animale, comportements.*

Abstract

Despite the efforts of the Ministry of Health and its multilateral partners, malnutrition remains a threat in Burundi. This research focused on studying the causes and consequences of malnutrition in 20 households in Rugenge hill, Mpanda commune in Bubanza province. The results obtained by participatory observation and by questionnaire and then interpreted in the light of Engle's extended care model translated by Martin-Préval show that the main causes are: family conflicts, lack of sanitary facilities, lack of medical care and lack of education, poverty, belief and social inequality. The consequences identified are infections, low immunity, increased toxicity, diabetes, anemia, premature aging, chronic hospitalization, weight loss and even morality. The eradication of malnutrition in Burundi should affect the training of heads of households, the supervision of young people and awareness-raising and support for food production.

Keywords: *Malnutrition, health, food security, agro-animal production, behaviors.*

1. Introduction

D'une manière générale, la malnutrition est une maladie qui touche principalement les individus suite à une alimentation insuffisante, de mauvaise qualité et par un manque d'accès aux soins, à la vaccination et aux médicaments.

Dans le monde, la malnutrition est responsable de la mort des enfants de moins de 5 ans. Les enfants, affaiblis par la faim, ont beaucoup plus du mal que les adultes à résister aux maladies chroniques tels que le paludisme, la pneumonie, la diarrhée, la rougeole, entres autres. Suite à leur bas âge, ces derniers décèdent beaucoup plus facilement. Selon l'OMS (2021), un enfant de moins de cinq ans sur 6 (soit 100 millions d'enfants dans le monde), souffre d'insuffisance pondérale (poids très faible). Dans les pays en développement, 1 enfant de moins de 5 ans sur 4 (soit 179 millions d'enfants) a un retard de croissance à cause de la malnutrition. La majorité de ces enfants vivent en Afrique et en Asie. (UNICEF, 2020).

Le Burundi est compté parmi les pays les plus affectés par la malnutrition. Même si les statistiques se focalisent sur les enfants, les adultes aussi n'échappent pas à ce fléau. Il suffit de jeter un regard sur les universitaires provenant de l'intérieur du pays ou bien regarder de près les populations rurales à la messe ou au marché. Le retard de croissance, l'émaciation, manque de force sont des indicateurs qui montrent que même ces adultes sont affectés par la malnutrition.

Le plan stratégique de Nutrition (2019-2023) s'appuie sur un cadre conceptuel de l'UNICEF élaboré en 1990 puis révisé en 1997 pour faire une analyse causale de la malnutrition. Selon ce document de référence, la malnutrition au Burundi est le résultat d'obstacles pouvant survenir à différents niveaux d'une chaîne de causalité constituée de causes immédiates, de causes sous-jacentes et de causes fondamentales.

Les causes immédiates de la malnutrition, selon la même source, sont la maladie, la ration diététique inadéquate ou une combinaison des deux. Ces causes immédiates sont associées à trois causes sous-jacentes liées à la pauvreté et interconnectés qui interviennent au niveau du ménage, notamment l'insécurité alimentaire, les services de santé/assainissement et l'approvisionnement en eau adéquat et les soins maternels et infantiles inadéquats. Les causes fondamentales renvoient à un

ensemble de facteurs qui tiennent aux systèmes politiques, culturels, religieux, économiques et sociaux (MSPLCS, 2019). Parmi les causes fondamentales, il faut retenir les mentalités, l'autonomisation des femmes, l'éducation, situation socio-culturelle et politique, éducation, accès financier, accès géographique.

Ainsi, dans le présent article, il est question d'associer les données de la littérature et les résultats obtenus par questionnaire et observations participatives afin de retracer les causes et les conséquences de la malnutrition au Burundi. Cette illustration a été effectuée dans 20 ménages de la colline Rugenge, commune Mpanda et province Bubanza.

2. Méthodes

Pour mener cette étude, nous avons privilégié l'analyse qualitative transversale. Nous avons choisi aléatoirement 20 ménages de la colline Rugenge, commune Mpanda et Province Bubanza, au nord-ouest du Burundi. C'est un village fondé en 1985 dans la politique du cette époque qui privilégiait la création des villages comme moteur de développement (UPRONA, 1980). C'est une colline qui est fixée dans la plaine dont l'économie dépend de l'agriculture, de l'élevage, du commerce, du transport rémunéré par vélos et motos. C'est un village peuplé par des populations moins scolarisées car, dès qu'un jeune atteint un certain niveau d'étude, il préfère aller s'installer dans la ville de Bujumbura ou bien au chef-lieu de la province Bubanza.

En plus d'une observation participative de la survie des villageois, nous avons administré un questionnaire à 20 ménages pour obtenir des informations sur la production agricole, la possession de bétail, les ressources de revenus, les aliments consommés, les repas journaliers, les soins médicaux et les difficultés qu'ils ont pour trouver la nourriture quotidienne.

3. Cadre conceptuel

Le développement de cette étude s'est appuyé sur la redéfinition de certains concepts clés, à savoir, la malnutrition, la santé, la sécurité alimentaire, le comportement et la production agro-animale.

Dans cette étude, la malnutrition est définie comme carences, excès ou déséquilibres dans l'apport énergétique et/ou nutritionnel d'une personne indépendamment de son âge (Schilling, & Lyder, 2001). Selon Chen, Schilling, & Lyder, (2001), les carences, excès ou déséquilibres couvrent trois grands groupes d'affections, à savoir, la dénutrition, qui comprend l'émaciation (faible rapport poids/taille), le retard de croissance (faible rapport taille/âge) et l'insuffisance pondérale (faible rapport poids/âge); la malnutrition en matière de micronutriments, qui comprend la carence en micronutriments (manque de vitamines et de minéraux essentiels) ou l'excès de micronutriments et le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation (par exemple, les cardiopathies, les accidents vasculaires cérébraux, le diabète et certains cancers). L'étude de Rice *et all* (2001) énumère des maladies conséquentes de la malnutrition aigüe ou chronique, à savoir, athérome et coronaropathies, obésité, hypertension, diabète, cancer et ostéoporose.
Selig (1993) établit une relation entre la malnutrition et le développement de l'être humain. Selon ce chercheur, les formes et les manifestations de la malnutrition entretiennent une relation forte également avec la santé. Une personne est en bonne santé lorsque, selon l'OMS (2021 :4) si elle est dans « *un état de complet du bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité* ». Dans cette étude, les maladies associées aux accidents ou à la vieillesse ne sont pas prises en compte. Nous défendons qu'une bonne alimentation du corps soit celle qui lui fournit les nutriments nécessaires à sa croissance tout en lui conférant une capacité de se défendre contre les maladies.

Une bonne alimentation est une conséquence d'un certain degré de la sécurité alimentaire, c'est-à-dire d'une situation qui garantit à tout moment à une population, l'accès à une nourriture à la fois sur le plan qualitatif et quantitatif. Elle doit être suffisante pour assurer une vie saine et active, compte tenu des habitudes alimentaires. La Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, lors du sommet mondial de l'alimentation de 1996, à l'invitation de l'ONU réaffirme le droit de chaque être humain d'être à l'abri de la faim et d'avoir accès à une

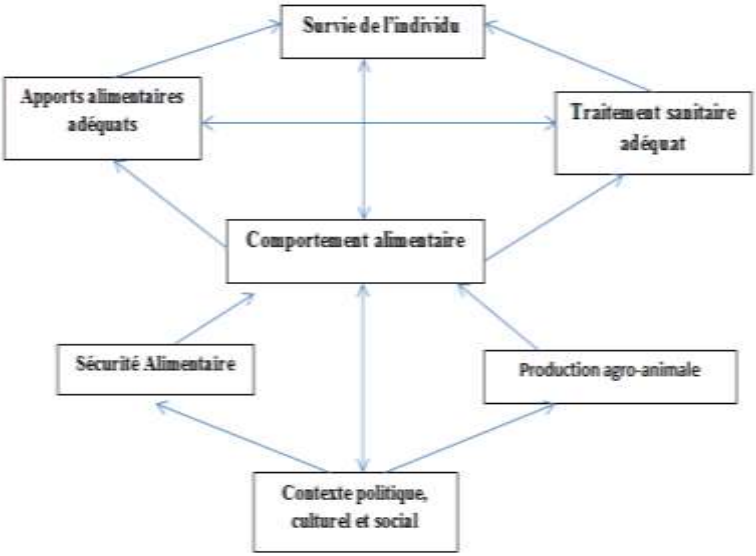
nourriture saine et nutritive. Selon Bruegel & Stanziani (2004), la sécurité alimentaire dépend de nombreux facteurs :

- **Disponibilité** : démographie, surfaces cultivables, production intérieure, productivité, capacité d'importation, de stockage, aide alimentaire, etc.
- **Accès :** pouvoir d'achat, fluctuation des prix, infrastructures disponibles, etc.
- **Stabilité :** des infrastructures, climatique, politique, etc.
- **Salubrité et qualité** : processus de transformation, transport, hygiène, accès à l'eau, etc.

La sécurité des aliments ou "sécurité sanitaire des aliments" est la garantie de l'innocuité des produits alimentaires, c'est-à-dire que leur consommation n'aura pas de conséquences néfastes sur la santé. Elle est l'une des composantes de la sécurité alimentaire. Exemples de moyens mis en œuvre pour la sécurité des aliments : contrôle des origines, contrôle de la composition, détection des sources de contamination bactérienne, contrôle de la chaîne de fabrication ou de transformation, contrôle de la chaîne du froid. Les entreprises concernées par la sécurité alimentaire ont une obligation de résultats et doivent avoir mis en place les méthodes nécessaires pour la garantir jusqu'à la consommation finale (Touzard & Fournier, 2014 ; Golay, 2010 ; Akindes, 1991).

Dans cette perspective alimentaire, le facteur comportement humain joue un rôle important. Hébel & Pilorin (2012) montrent comment les discours nutritionnels peuvent influencer les représentations de l'alimentation. Selon ces chercheurs en nutrition, il ne suffit pas d'avoir de la nourriture sur table, il faut aussi savoir les préparer et créer des équilibres nutritionnels. Il faudrait savoir associer les conditions climatiques de sa région et le type de production agro-animale à mettre en œuvre. Avec les changements climatiques, l'agriculture de survie ne fonctionne plus dans certaines localités au Burundi. La combinaison de cette analyse nous amène à situer la malnutrition dans la combinaison de plusieurs éléments interdépendants illustrés par le schéma 1.

Schéma 1 : Cadre conceptuel de la malnutrition



En nous basant sur ce modèle théorique, les variables étudiés pour circonscrire la survie des villageois sont le type d'aliments consommés, le degré de la sécurité alimentaire, la production agro-animale et le type de soins en cas de maladie. Ces facteurs ont été confrontés au contexte politique, culturel et social adoptés par le Burundi dans la lutte contre la malnutrition.

Ces observations quelque fois participatives nous ont permis de faire un relevé des aliments pris le matin et midi par les membres des ménages enquêtés. Après ces observations, un questionnaire administré au chef des ménages nous a permis d'obtenir des informations nécessaires pour comprendre les causes et les conséquences de la malnutrition dans les ménages étudiés. Vues les ressemblances économiques et culturels qui caractérisent les habitants de la colline cible, il est difficile de ne pas

conclure que les 5 600 ménages de cette colline partagent une partie ou la totalité des résultats obtenus de cette étude.

4. Résultats obtenus

4.1. La démographie des enquêtés

Tableau 1 : Résidence des enquêtés

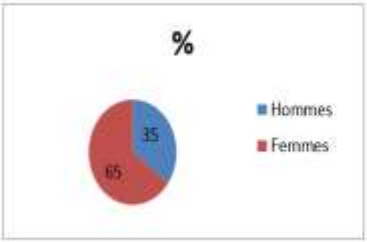
Statut du ménage	Propre		Location		Familiale		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
	12	60	3	15	5	25	20	100

Sur base du tableau 1, la majorité des familles enquêtées habitent dans leurs maisons propres (60%) et la minorité sont dans les maisons louées (15%) alors que 25% ont établi leur ménage dans les parcelles familiales.

Graphique 1 : Sexe des enquêtés

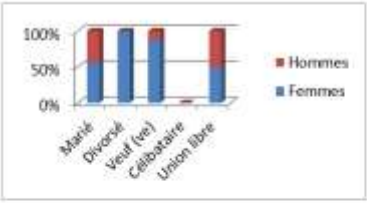
Les chefs de ménages enquêtés étaient constitués de 35% des hommes et 65% des femmes.

Graphique 1: Sexe des enquêtés



Les chefs de ménages enquêtés étaient constitués de 35% des hommes et 65% des femmes.

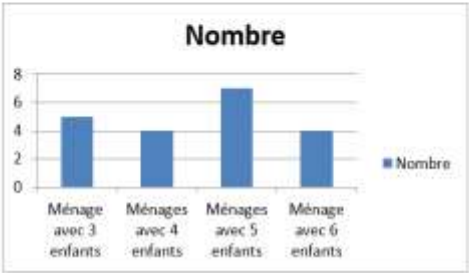
Graphique 2 : Situation matrimoniale



Les 14 femmes enquêtées, sept sont veuves, quatre mariées, une divorcée et 2 en union libre. Parmi les 6 hommes enquêtés, deux sont veufs, trois sont mariés et un est en union libre.

Graphique 3 : Nombre d'enfants mineurs par ménage

Le graphique 3 indique que cinq ménages avaient 3 enfants, 4 ménages avaient 4 et 6 enfants respectivement et 7 ménages avaient 5 enfants. Ainsi, les 20 ménages enquêtés avaient 90 enfants mineurs.



Le graphique 3 indique que cinq ménages avaient 3 enfants, 4 ménages avaient 4 et 6 enfants respectivement et 7 ménages avaient 5 enfants. Ainsi, les 20 ménages enquêtés avaient 90 enfants mineurs.

En résumé, notre enquête a été destinée à une population composée de 20 ménages. Dans ces ménages, on rencontre des familles qui habitent dans des maisons louées, d'autres en maison propres sans oublier celles qui ont fondé leurs foyers chez leurs parents. Précisons que les répondants à notre questionnaire sont constitués par 14 femmes et 6 hommes ayant à leur responsabilité 90 enfants mineurs.

4.2. Possession du bétail

Sur les 20 ménages enquêtés, 8 ménages affirment d'avoir de bétails et 12 autres affirment de ne pas en avoir. L'absence de bétails dans certains ménages est justifiée par des raisons de sécurité, la capacité de les alimenter, les considérations culturelles et la question d'espace. Lors

de notre enquête, les 8 ménages éleveurs possédaient les variétés d'animaux suivants :

Tableau 2 : Possession des bétails

N°	**Types de bétails**	**Nombre de ménages**	**Nombre d'animaux**
01	Vaches	3	5
02	Chèvres	6	14
03	Porcs	7	9
04	Poules	5	30

Dans cette communauté, les vaches sont élevées dans le cadre du projet du gouvernement burundais. Les porcs sont donnés par une coopérative collinaire. Les chèvres sont achetées dans le cadre de petits regroupements économiques informels des femmes alors que les poules sont totalement privées.

4.3. Production agricole

Tous les ménages enquêtés pratiquent de l'agriculture à compte propre et à compte de l'autre. 20% des ménages cultivent sur des terrains en location tandis que 80% des ménages cultivent sur leurs champs propres. Le riz est la culture la plus privilégiée. Les patates douces, les haricots, les maïs, les sojas sont des cultures pratiquées par les ménages enquêtés. Le tableau 3 indique la variété de cultures pratiquées par les 20 ménages enquêtés.

Tableau 3 : Cultures pratiquées par les ménages

Nº	**Catégories**	**Cultures**	**Nombre de ménages**	**%**
01	Légumes	Tomates	6	30
		Poivrons	3	15
		Courges	20	100
		Choux	3	15
		Lengalenga	20	100

02	Céréales	Maïs	20	100
		Riz	17	85
		Haricots	20	100
		Soja	9	45
		Arachides	6	30
03	Tubercule	Patate douce	20	100
		Manioc	4	20
		Colocase	2	10
04	Fruit	Pastèque	3	15
		Mangue	5	25
		Papaye	6	30

Ce tableau présente une production agricole composée par 15 variétés de produits dont 4 légumes, 5 céréales, 3 tubercules et 3 fruits. La courge, lengalenga, le maïs, le haricot et la patate douce sont cultivés par tous les ménages enquêtés. Le riz est cultivé par 85% des ménages enquêtés. Mis à part les maïs, les haricots, patate douce et le manioc, les autres cultures sont cultivées pour des finalités commerciales. Les papayes et les mangues sont des cultures plantées derrières l'enclos alors que les pastèques sont cultivées pour le commerce.

4.5. Source de revenus

En plus de la production agropastorale, les ménages enquêtés augmentent leurs revenus par commerce informel, transport par vélo et par motos. Certains hommes font la cordonnerie et la maçonnerie pour financer les activités agricoles. D'autres ont construit des chambrettes mises en location pour pouvoir augmenter les revenus.

Même si, suite au changement climatique, certaines saisons mettent en danger de faim les ménages enquêtés car toute leur production dépend en grande partie de la pluie. Les vols nocturnes des récoltes dans les champs et souvent aussi dans les maisons constituent des menaces constantes chez les ménages enquêtés.

4.6. Formation en nutrition

Les ménages enquêtés affirment de ne pas avoir bénéficié d'une formation sur la nutrition. Les femmes ont hérité les techniques culinaires de leur mère. Il s'agit d'une transmission d'une génération à l'autre. Toutefois, les mamans enceintes affirment que, lors des consultations médicales prénatales, elles reçoivent de leurs infirmières des explications relatives à la bonne alimentation. Ces formations visent en grande partie la protection de l'enfant avant la naissance.

Les hommes ou les jeunes n'ont pas une formation sur la cuisine et non plus sur une alimentation équilibrée. Le souhait des enquêtés est d'avoir des informations sur la manière de faire la cuisine et sur la combinaison des aliments qui procurent plus des nutriments. Ce désire est d'une grande importance une fois que leur repas est constitué en grande partie par la pâte de manioc, la pâte de maïs et les haricots et quelque fois mélangés avec des légumes.

5. Discussions

A la lumière des résultats de notre étude, nous pouvons affirmer que les ménages enquêtés sont affectés par la malnutrition pour diverses raisons. La première raison concerne le contexte politique, social et culturel qui ne trace pas les mécanismes d'encadrer la nutrition des ménages. Dans le Plan stratégique de lutte contre la malnutrition, il n'existe pas un budget national destiné à promouvoir une bonne alimentation dans les familles burundaises. Les efforts fournis par les partenaires internationaux tels que l'UNICEF, FAO et OMS se focalisent sur la nutrition des enfants et dans une moindre mesure des mamans enceintes. Les hommes sont exclus de toute probabilité d'être frappés par la malnutrition. Comme le souligne Belleville (2003), la contribution des aliments consommés par les ménages en protéines et en lipides est loin d'être suffisante pour compenser le total d'énergie dépensée au quotidien.

Toute politique alimentaire et nutritive inclusive devrait tracer des améliorations au niveau de la sécurité alimentaire. Les ménages devraient être encouragés à consommer le fruit de leur production. Des séminaires de formation sur l'alimentation équilibrée sont plus que nécessaire afin de promouvoir une bonne santé dans les familles

burundaises. Une partie du budget de l'état dépensée dans l'importation des médicaments pourrait être appliquée dans la mise en place des ateliers culinaire. En partant des indicateurs de la sécurité alimentaire de Nddiaye & Vam (2014), il est temps au Burundi d'Intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience chez les burundais.

6. Conclusion

Cette étude vient d'examiner les causes et les conséquences de la malnutrition dans les vingt ménages d'une zone rurale au Burundi. La pauvreté, la précarité de la production agricole et animale, le manque de connaissance en matière nutritionnelle jonchés à une politique financière inexistante font la base de la pérennité de la malnutrition dans les ménages étudiés.

Les efforts du gouvernement n'auront jamais les résultats efficaces aussi longtemps qu'ils ne serviront pas comme base, le modèle conceptuel de la malnutrition de l'UNICEF. Chaque élément de ce modèle peut servir de point de départ pour la conception d'un projet de lutte contre la malnutrition dans la communauté burundaise.

Cette étude nous a conduits à ce constat, mais, elle nous ouvre aussi d'autres points de réflexion par rapport à la responsabilité des collectivités locales, du gouvernement et de la population dans la massification des connaissances nutritionnelles.

Référence bibliographique

Akindes Francis (1991), « Restauration populaire et sécurité alimentaire à Abidjan », *in Cahiers des sciences humaines*, p217-234.

Belleville Jacques (2003), « Complémentarité et équilibre de l'apport alimentaire en protéines et en lipides », *in Oléagineux, Corps gras, Lipides*, p31-40.

Bruegel Martin et Alessandro Stanziani (2004), « Pour une histoire de la sécurité alimentaire », in *Revue d'histoire moderne contemporaine,* p7-16.

Chen, Cheryl Chia-Hui, Lynne Schilling, et Courtney Lyder (2001). « A concept analysis of malnutrition in the elderly ». in *Journal of advanced nursing*, p131-142.

Chen, Cheryl Chia-Hui, Lynne Schilling, et Courtney Lyder (2007), « Revisiting the concept of malnutrition in older people », in *Journal of clinical nursing*, p2015-2026.
Golay, Christophe (2010), Crise et sécurité alimentaires : vers un nouvel ordre alimentaire mondial, publié par l'Institut de hautes études internationales et du développement, p229-248.
Hébel Pascale et Thomas Pilorin (2012), « Comment les discours nutritionnels influencent-ils les représentations de l'alimentation ? » in *Cahiers de Nutrition et de Diététique*, p42-49.
Léonard Foulon et Guelfi Jean de Dieu (2005), « Troubles du comportement alimentaire chez l'adulte », in EMC-Psychiatrie, p96-127.
Nddiaye Maurice et Vam Odifax (2014), « *Indicateurs de la sécurité alimentaire* », PAM, Intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience, Atelier Régional de Formation, p10-12.
Rice Amy *et al* (2001), « La Malnutrition : cause sous-jacente des décès de l'enfant par maladies infectieuses dans les pays en développement », in *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé : la revue internationale de santé publique : recueil d'articles*, p.97-110.
Selig Jean-Michel (2008), *Malnutrition et développement économique dans l'Alsace du XIXe siècle*, Dissertation de doctorat présentée à l'Université Marc Bloch de Strasbourg.
Touzard Jean-Marc et Stéphane Fournier (2014), « La complexité des systèmes alimentaires : un atout pour la sécurité alimentaire » in la revue électronique en sciences de l'environnement, p.14-15.